

Cosmopolitiques, quels chantiers ? !

Bruno Latour a revisité notre saga moderniste, pour en montrer les impasses et le caractère très local (« Nous n'avons jamais été modernes »), puis pour proposer des « Politiques de la nature ». Il se veut ici plus précis en termes de tâches politiques plus classiques pour décrire comment l'écologie politique doit enfin s'inventer son héritage, au-delà des emprunts qui rendent ses propositions et ses pratiques souvent confuses.

Réflexions préliminaires

Je voudrais par ce petit article, saluer l'irruption de la revue *Cosmopolitiques* dans le champ intellectuel et souligner l'importance qui peut s'attacher à une tel effort de reprise intellectuelle de toutes les questions abordées par les mouvements écologiques – dans le sens le plus large qu'on pourra donner à ces expressions multiples et contradictoires. Très conscient du rôle limité des intellectuels, je ne crois pas qu'une revue puisse décrire une *théorie* que la pratique politique aurait seulement pour but d'*appliquer*. Au contraire, toute cette métaphore de la « mise en pratique » d'un programme ou d'une théorie me paraît en totale opposition avec une définition *procédurale* de la politique – voir plus bas. En revanche, il y a un vrai travail intellectuel à faire pour comprendre les luttes, les ambitions, les frustrations actuelles de la vie publique en situation d'incertitude. L'intellectuel peut proposer, c'est même son travail, d'autres cadres conceptuels pour recueillir les mêmes actions et proposer d'autres façons, pour les acteurs, de se mettre en scène. Si l'on en finit avec l'anti-intellectualisme qui marque souvent la réflexion écologique « au nom des exigences de l'action », on va pouvoir

défaire peu à peu le bagage dont hérite les écologistes, en particulier les Verts, qui peut faire l'objet d'un inventaire méticuleux. Comment définir ce bagage ? D'une façon très rudimentaire comme étant composé d'un quart marxiste, un quart socio-démocrate, un quart écologie profonde, un quart anarchiste, plus une bonne moitié de sciences naturelles ! Ce mélange n'est pas mauvais en soi, il est simplement *d'importation*. Mon hypothèse est que la difficulté des écologistes, et en particulier des Verts, à dépasser la marginalité vient en partie du manque d'*idéologie propre* qui soit, en quelque sorte, « cousue-main ». Ce qui ne veut pas dire qu'elle doit rester française. Au contraire, l'écologie politique s'est toujours inspirée de ce qui se produit partout dans le monde et la revue s'y essaiera, je l'espère, de façon systématique. L'héritage mêlé de toutes ces traditions dissimule un inconvénient majeur que l'on doit pouvoir tourner en avantage : il est à la fois « réactionnaire » -comme une grand partie des ancêtres de l'écologie profonde ou superficielle- et « progressiste » -reprenant le grand mouvement du socialisme que la social-démocratie n'a pas su renouveler. Pour le moment, c'est une difficulté de positionnement. Or, en profondeur, c'est le signal d'un bouleversement des catégories droite/gauche dont les partis verts n'ont encore jamais su vraiment profiter. Les Verts, par exemple, sont « à gauche » en ce sens qu'ils actionnent bien la flèche du temps – demain doit être meilleur qu'hier, pas de retour en arrière – mais, et c'est la différence fondamentale, ils ne tiennent pas forcément le discours du progrès et de l'émancipation. Demain est fait de plus *d'attachements*, en ce sens que demain, il faudra prendre en compte un nombre *plus grand* d'externalités dont on s'était débarrassées un peu vite dans l'effort de modernisation – voir plus bas. Cela est capital pour tous les débats de société – style bioéthique, implantation d'installations, etc. – : il me semble que la revue doit faire l'inventaire de ce qui pour les gauches progressistes et modernisatrices fait l'objet d'un « package » indiscutable sous l'étiquette d'émancipation – en fait souvent pour cacher l'extension du libéralisme aux mœurs et à la sphère individuelle et privée (voir le travail de Luc Boltanski & Eve Chiapello).

Le point le plus intéressant du recadrage droite/gauche, dont pourrait bénéficier l'écologie politique et plus précisément les Verts, tient dans la redistribution du *local* et du *global*. En très gros, on peut dire que l'extrême droite est localiste, la droite libérale globaliste ; que la droite et la gauche autoritaires sont républicaines, c'est à dire anti-locale et anti-globale (Jean-Pierre Chevènement est typique de cette position) ; que la gauche socio-démocrate est entre les deux, élaborant des compromis entre la défense du local, l'ouverture au global et le maintien de

la république nationale. Quant à l'extrême gauche, conformément à sa tradition, elle est anti-locale (contre toutes les formes d'attachement « réactionnaire »), et anti-globale (contre le « marché sauvage »), mais, contrairement à la gauche autoritaire, elle est aussi, anti-nation puisqu'elle rêve d'un universel à l'ancienne (« l'internationale »).

Où se situent alors les partis comme les Verts qui se réclament de l'écologie ? Ils grignotent le local et le global par les deux bouts. Ils sont évidemment *mondialistes* mais le monde pour eux ce n'est pas le marché global – forme extrême de provincialisme et d'anthropocentrisme – c'est le *monde* justement, celui des *terriens* qui comprend les hommes, certes, mais aussi, les non-humains qui leur sont associés. Après tout, c'est l'essence même de l'écologie politique que de ne pas être limitée aux seuls humains. Mais du coup, c'est aussi le local, la terre, le terreau, le terroir, le pays, le paysage, le lieu – toutes formes qui ont nourri les plus réactionnaires des politiques, mais dont héritent aussi les partis écologiques. Et heureusement, car on ne vit ni dans le monde universel, ni dans le marché global, mais toujours dans un lieu de vie -urbain, campagnard, banlieusard ou « naturel », un foyer très local, centre de la plupart des luttes quotidiennes où les mouvements écologistes se sont illustrés, où ils ont fait leurs armes. C'est la pluralité des échelles d'intervention qui définit ces formes d'action, mais dans les deux cas, que ce soit la Terre comme monde à totaliser ou la terre comme localité et terroir, les militants sont enracinés dans un espace concret qui ne ressemble en rien à celui, traditionnel, des « luttes sociales ».

Cela leur permet d'hériter de la tradition républicaine en redéfinissant la république, la *res publica*. Oui, c'est bien de la *chose* publique qu'il s'agit, mais la nature de ces choses n'est pas fixée car il s'agit d'associations d'humains et de non-humains aux configurations multiples : ce peut être le pays, la Terre, l'espace, ou l'Europe. Voilà la chance de l'écologie politique : tous les autres sont focalisés sur un niveau, pas eux. Chaque problème, les OGM, le pétrole de l'Erika, les bécasses, ont besoin d'une république *ad hoc*, dont il s'agit de définir à chaque fois l'échelle, les parties prenantes et surtout les modes d'assemblée et les procédures de clôture (voir le travail de Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe).

Cela permet de se débarrasser en passant de la notion de « défenseur de la nature » qui colle encore aux mouvements d'écologie. La nature est un terme bien sûr polysémique mais j'entends par là cette *hiérarchisation* assurée et *connue d'avance* des êtres à valoriser étagés du plus grand au plus petit. Cela, c'est le péché originel des écologistes : reprendre à la Science (une Science mal comprise – voir plus bas) un principe de hiérarchisation des préférences en supposant résolue d'avance le problème

qu'il faut au contraire apprendre d'abord à poser en commun. (Je sais que cela s'oppose aux prises de position militantes sur les « dangers du nucléaire » ou les « risques courus pas les consommateurs d'OGM ». Pourtant, il va bien falloir que la revue prenne à bras le corps cette question: s'il y a une chose que les écologistes ne peuvent prétendre connaître, c'est l'étendue a priori des risques. Je suis bien conscient que ce changement est délicat, à cause du poids de l'histoire, mais à terme il doit diriger toutes les décisions concernant tout, par exemple, le « programme » politique) et la « plate-forme » des Verts).

D'ailleurs, la notion de « programme » a-t-elle un sens pour une démocratie procédurale ? Le démantèlement des niveaux permet d'introduire ce en quoi réside, à mes yeux, la deuxième innovation de l'écologie politique: la politique n'est pas l'*application* d'un programme, ni même l'expression d'une préférence donnée d'avance, mais la mise en place des *procédures* adéquates pour l'*exploration* de ces préférences. Cela me paraît le seul moyen de modifier durablement l'offre politique, de sortir, en particulier les Verts, du cliché des « défenseurs de la nature » ou des « anti-progrès technique » et enfin de combler cette fameuse « crise de la représentation ». Les partis qui se réclament de l'écologie politique n'ont pas à s'engager sur un programme, mais sur la mise en place d'un État de discussion et de négociation des associations légitimes et illégitimes entre les intérêts multiples des humains et des non-humains. Ils ne *savent* pas. Ils ne sont pas « pour » ou « contre ». Ils s'engagent à garantir que la représentation sera recherchée, explorée en commun, et que la décision sera considérée comme légitime par les parties prenantes. Les Verts ne sont pas pour un État des « experts » qui tranchent, mais pour un État qui garantit la crédibilité et la légitimité des recherches collectives de solution. Contrairement aux théories modernisatrices de l'État qui devaient s'en remettre à des experts qui voyaient mieux que les autres l'étendue des problèmes à prendre en compte, l'État de l'écologie politique est composé de mal voyants menant des mal voyants... C'est justement pourquoi toute modification dans les procédures est aussi importante. Demandez à un aveugle la différence entre tâtonner avec la main et tâtonner avec une canne blanche, et il vous fera comprendre l'importance immense de cette amélioration d'apparence dérisoire. Il en est de même de l'État que recherche l'écologie politique telle que je la conçois: les innovations institutionnelles même les plus faibles, font une énorme différence puisqu'on ne sait pas d'avance l'étendue du monde commun à prendre en compte. Les voyants peuvent en rire, mais alors c'est qu'ils sont encore plus aveugles que les autres...

Il y a là un problème essentiel pour la revue : détacher l'écologie politique de cette image de phobie du risque qui leur colle à la peau. Ce n'est pas qu'elle ait plus peur que les autres ou qu'elle soit plus craintive, c'est qu'elle sait qu'il n'y a pas d'omniscients aux commandes – et pas non plus à la base... Au contraire, alors que tous les partis se battent pour trouver celui qui sera le plus sécuritaire, transformant la France en une vaste « compagnie d'assurance » (selon le mot d'Orsenna), l'écologie politique et les Verts peuvent reprendre le thème dynamique et mobile de la *prise de risque*. (De ce point de vue il faudra probablement s'interroger sur ce que peut avoir de contre productif, pour les Verts, le fier slogan actuel : Protection, Précaution, Prévention...) Tout cela tourne autour du principe de *précaution* qu'il est essentiel de reprendre – car c'est maintenant un thème populaire – mais à condition de le dynamiser. Le principe de précaution n'est pas un principe d'abstention mais de *mobilisation*. On ne doit pas le confondre avec le principe de prévention (voir Lascoumes) qui s'applique aux cas où l'on peut prévoir la gamme des solutions et calculer les marges d'incertitude. L'écologie politique peut tirer un immense profit de la « société du risque » de Ulrich Beck : cette expression ne veut pas dire qu'on risque davantage, mais au contraire, que les associations ne sont pas discernables sans un travail spécifique de la politique qui reprend les thèmes mobilisateurs -et pas seulement défensifs- de l'action publique menée en commun.

Le principe de précaution demande la *mise sous tension* du collectif, entraînant la mise en place de procédure de recherche à la fois des laboratoires constitués (la « recherche confinée » de Callon) et des « laboratoires » socio-politiques qui correspondent à toutes ces identités nouvelles en voie de formation autour des enjeux à échelle variable –(voir plus haut). Contre le « tout sécuritaire » qui est le seul slogan commun à tous les partis actuels -les néolibéraux prétendant développer une « culture du risque » mais voulant en même temps moins de risque pour eux et plus de police dans la rue- l'écologie politique entient pour la *reprise des risques de la représentation* et de la délibération du monde commun. Après tout, c'est cela aussi être « de gauche : « De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace !... » Rien ne prouve que la démarche sécuritaire attire si profondément le public que l'offre de politiques sécuritaires indiscernables les unes des autres ne peut que lasser. L'écologie politique peut être mobilisatrice car elle reprend le mouvement le plus ancien de l'exigence démocratique : elle reprend enfin le chemin de la représentation. D'où le slogan possible : « pas d'innovation sans représentation ».

Cette reprise du travail de cohésion concerne en premier lieu l'économie – lieu de bataille avec le néolibéralisme d'une part et l'extrême gauche néo ou pseudo-marxiste d'autre part. L'écologie politique n'a aucunement profité jusqu'ici de la chance offerte par la fin du communisme et, par effet de miroir, de la fin possible de la mystique de l'économie comme infrastructure, telle qu'elle est défendue par les néo-libéraux qui ne sont que des marxistes « de droite ». L'écologie politique croit nécessaire de se battre « contre la marchandisation » comme si l'on savait de source sûre la nature de ces fameuses marchandises. Il n'y a que des *organisations de marché* (Callon), l'économie étant la *discipline* savante qui précise ce qui est calculable et ce qui est pris en compte ou non (répartition entre internalités et externalités). L'écologie politique prend en charge les externalités en leur cherchant l'organisation politique adéquate – qui sont les porte paroles des laissés pour compte, au sens littéral du terme, i.e. des laissés hors de la comptabilité économique. Non pas pour dépasser « les lois du marché » – celles-ci n'existent probablement que dans l'imagination de leurs ennemis et de leurs promoteurs –, ni pour « ajouter la dimension humaine aux calculs sans âmes », mais pour *réorganiser* les marchés en leur *ajoutant* de nouvelles parties prenantes. De toutes façons il faudra mesurer, calculer et répartir. Il y a peu d'espoir de faire cohabiter des milliards d'être humains et des centaines de milliards de non-humains sans simulation, modélisation et calcul ! L'économie comme discipline n'est pas « dépassable » au nom d'une utopie qui n'aurait pour effet que de se détacher encore plus de ce à quoi il faut, au contraire, apprendre à s'attacher. L'économie est une discipline, pas une chose sous-jacente. Ce qui est sous-jacent ce sont, d'une part, les attachements et, d'autre part, leurs représentations dans une comptabilité plus ou moins explicite, plus ou moins discutée. Là encore l'écologie politique peut se faire une place au soleil contre l'économisme accepté par tous leurs adversaires ou alliés.

Pour toutes ces raisons – insistance sur la procédure, liens humains non humains, apparition d'une société du risque (ou mieux d'une société des attachements risqués), généralisation du principe de mise en alerte (préférable au terme précaution), fin du tout économique – l'écologie politique se donne comme vocation de créer les bases d'une *démocratie technique*, descendante de la démocratie représentative classique. La mise en place de cette démocratie dépend de tout un ensemble d'innovations *institutionnelles* bien explorées dans Callon, Lascoumes et Barthe. Parmi celles-ci, la plus importante me paraît celle d'une *déclaration d'ouverture de controverse* qui déclencherait, du point de vue de l'État-procédural, la

mise en place d'une double exploration, et donc d'un double financement: recherche des identités émergentes (les parties prenantes d'un débat qu'il faut détecter, équiper, instrumenter puisqu'elles n'existent jamais d'emblée et ne « savent pas encore » quelles sont leurs relations et leurs intérêts), recherche des laboratoires ou connaissances (« confinées » ou « de plein air ») permettant de repérer les éléments à internaliser (par définition, en situation d'incertitude et non de simple prévention, cette liste n'existe pas). L'invention de ces procédures correspond à l'invention d'une forme d'administration encore à naître qui emprunte au modèle juridique (voir les importants travaux de Marie-Angèle Hermitte), mais ne se confond aucunement avec lui (contre la juridisation et la pénalisation actuelle de toutes les disputes sur fond de méfiance généralisée dans les experts et les politiques). Il y a là les linéaments d'une profonde réforme de l'État et de ces corps techniques dont les procédures de débat public (voir les travaux de Jean-Michel Fourniau) ne donnent encore qu'une idée incomplète (à cause de l'impossibilité d'ouvrir le débat en remontant aux scénarios d'origine). La déclaration d'ouverture de controverse permettrait de reconnaître que les conditions d'un débat public ne sont pas *encore réunies*.

Quelques pistes possibles¹

Chantier n°1: L'écologie politique porte-t-elle sur la défense de la nature ? Ce n'est pas sûr. Ou alors il faut reprendre de fond en comble ce qu'on entend par nature (voir les travaux si importants de Philippe Descola). Peut-être faut-il au contraire prendre acte de la *fin* de la nature comme « autre » du politique. Depuis les « crises de l'environnement », il n'y a plus d'extérieur qui puisse servir de réservoir, de reposoir ou de repoussoir pour ce que les humains doivent publiquement débattre. Cela ne veut pas dire, évidemment, que les humains se retrouvent entre eux, sans aucun appel à l'extérieur, mais que cet en-dehors de la vie sociale n'a plus les caractères d'un arbitre, connu par les sciences, auquel on peut faire appel par le truchement de la Science – voir plus bas.

Chantier n°2: L'écologie politique ne peut se limiter à un canton des préoccupations usuelles de la vie publique que l'on appellerait « les affaires concernant la nature ». Mais alors de quoi s'occupe-t-elle ? Elle considère comme ses adversaires aussi bien ceux qui ne prennent en compte que *certain*s humains que ceux qui se croient les *défenseurs* de la nature, de ses lois et de ses équilibres. Si elle est entrée dans la cons-

1 Cette partie du texte reprend les thèses publiées dans *le Monde* du jeudi 6 décembre 2001 mais avec des nuances essentielles que le format d'un quotidien ne permet pas.

cience commune par les affaires liées à la « nature », elle considère ce passé comme son enfance. Ce serait une crise infantile que d'y demeurer maintenant attaché. C'est *toute* la vie publique qu'elle prétend renouvelerrenouveler et pas seulement l'environnement, l'économie solidaire ou la gestion des risques. Encore faudrait-il comprendre ce qui l'autorise, comme jadis le socialisme, à reprendre en compte *toute* la vie publique. Quel est ce principe de totalisation si ce n'est plus « la nature » ?

Chantier n°3: Il me semble qu'il s'agit d'un principe d'attachement et en particulier de liaison entre les humains et les non-humains avec lesquels ils essaient de cohabiter. L'écologie politique reconnaît que la démocratie ne peut s'intéresser au sort des humains isolés de la multitude des êtres avec lesquels ils se trouvent depuis toujours attachés – animaux domestiques et sauvages, paysages, matières premières, climats, villes, industries, technologies, fleuves et sol – mais elle se garde de regrouper en un ensemble *déjà constitué* l'ensemble des êtres humains ou non-humains sous le concept parapluie de « nature ». La difficulté est donc de parler à la fois d'interdépendance et de ne pas aussitôt générer, au nom de la « complexité », des experts qui prétendraient savoir de source sûre la forme de ces connections. Au contraire, il doit falloir reconnaître que ce qui lie ensemble le sort de tous ces êtres est *incertain*, instable, risqué, et doit faire l'objet d'une vigilance continue et d'un débat public constant (c'est justement ce que John Dewey appelaitappelait « le public »). À la nature, l'écologie politique oppose un autre principe de composition, de stabilisation et de totalisation, qu'Isabelle Stengers a proposé d'appeler la *cosmopolitique*, terme que la revue prend pour emblème. À l'évidence naturelle, il faudrait essayer d'opposer *l'institution* publiquement réglée des liens entre humains et non-humains.

Chantier n°4: Il est difficile d'échapper à la question de la position de l'écologie politique sur l'échiquier traditionnel puisqu'elle hérite de tellement de mouvements et de passions contradictoires. Il y a là un effort essentiel de clarification qu'il faudra pourtant bien mener. On a accusé l'écologie politique de faire le lit de l'extrême droite – en renouant les liens avec le patrimoine et les terroirs – et de l'extrême gauche – en reprenant les thèmes de l'anti-capitalisme et de l'anti-mondialisation – ou d'essayer le vain slogan « ni droite ni gauche ». Le seul moyen de s'en tirer, c'est, me semble-t-il, de reconnaître qu'elle porte bien en elle les ferments d'une *recomposition* de l'échiquier politique. Comme elle refuse de se situer sur l'axe progrès/réaction, il lui est interdit de se dire de gauche à la manière des sociaux-démocrates. Comme elle refuse de

relayer les rêves utopiques et modernistes de révolution, cela lui interdit de se dire d'extrême gauche. Comme elle refuse de limiter l'avenir au sort des seuls humains privilégiés de l'Occident riche, cela lui interdit d'appartenir à la droite modernisatrice. Comme elle refuse de limiter les êtres que la politique doit prendre en compte aux bornes étroites des ethnies et nations déjà constituées, il lui est impossible de se dire d'extrême droite. Il faut supposer qu'elle est plus ambitieuse, plus révoltée, plus radicale, plus humaniste, plus agressive que ces divisions anciennes de l'action publique. Quel principe de rangement, de classement, de répartition choisir pour pouvoir s'y retrouver sur ces échiquiers enchevêtrés ? La façon dont on conçoit le passage du temps, en particulier le sens de l'avenir, me paraît un moyen assez sûr de redéfinir à nouveaux frais droite et gauche.

Chantier n°5 : L'écologie politique sait que l'avenir ne peut pas être la modernisation progressive de toute la planète sous l'égide d'une raison définie comme l'empire de la nature, de ses lois d'airain et de son indiscutable équilibre. Ce qu'on a appelé le prométhéisme ou la « domination par l'homme de la nature » ou le « culte de la maîtrise ». À la multiplicité des cultures, elle ne craint pas d'ajouter la multiplicité des « natures ». Elle reconnaît qu'il n'y a aucune unité possible qui ne soit pas le résultat *future* d'une négociation méticuleuse et forcément polémique sur le nombre des êtres qui peuvent se reconnaître comme faisant partie du même collectif. Elle ne voit pas la planète comme un ensemble de luttes politiques sur fond d'unité naturelle, mais comme une lutte de différents cosmos qui ne peuvent accepter de cohabiter ou de s'harmoniser *qu'après* avoir payé le prix de la négociation. Elle ne cherche pas forcément l'accord, et encore moins le consensus, mais le sens qu'une décision finale, même défavorable, est du moins légitime. Telle est la forme que prend à ses yeux la raison. Le classement, l'opposition, le rangement des *cosmogrammes*, voilà ce qui lui paraît définir l'avenir.

Chantier n°6 : La question du sens de cet avenir est extrêmement délicate. Alors que les autres composantes du débat public envisagent l'avenir à la façon moderniste comme *l'arrachement* aux contraintes du passé, comme l'externalisation progressive d'un plus grand nombre de soucis, comme l'omission d'un plus grand nombre d'êtres, l'écologie politique reconnaît comme son seul avenir possible l'accroissement vertigineux des êtres à prendre en compte. Peut-on dire pourtant qu'elle n'a pas l'émancipation et le détachement comme horizon, mais

L'attachement et la prudence ? Oui, mais sans oublier qu'il lui faut hériter aussi de la lutte séculaire contre l'asservissement et pour la liberté. Que peut donc vouloir dire la recherche des composantes contradictoires de la libération et de l'attachement ? L'une des pistes à explorer est probablement celle des sociétés non-occidentales. La revue doit entrer en dialogue avec toutes les autres cosmopolitiques de la planète qui, elles non plus, n'ont jamais eu ni le progrès, ni la nature, ni la modernisation comme buts. Si elle refuse d'être réactionnaire au sens d'un retour illusoire au passé, elle est bien *en réaction* rageuse contre les utopies modernisatrices -faut-il inclure ces utopies parmi d'autres que furent les révolutions ? Comment, d'autre part, différencier l'émancipation comme libération des asservissements collectifs, et l'émancipation comme extension du marché libéral à la sphère privée ? Que peut bien vouloir dire, pour un écologiste, d'être « libéral » en matière de mœurs ? Toutes ces questions demandent un triage méticuleux et une reprise de toutes les réflexions classiques en philosophie politique et en anthropologie.

Chantier n°7 : Ce chantier appartient à la fois à la philosophie des sciences et à la politique. En effet, il n'y a pratiquement pas un seul objet de l'écologie qui ne dépende pour sa mise en évidence, sa résolution, sa mobilisation d'une ou plusieurs sciences, d'un ou plusieurs réseaux de laboratoires et de stations d'observation. Il est impossible que l'écologie reprenne à la pensée courante sa vision traditionnelle des sciences comme source indiscutable de certitudes entraînant nécessairement un accord unanime par oubli des passions intersubjectives. L'écologie politique ne cherche pas dans les sciences naturelles, économiques et humaines la certitude indiscutable qui lui permettrait de court-circuiter le débat public pour accélérer la modernisation. Elle ne limite pas non plus ces sciences à la production de « faits », se réservant ensuite le débat sur les « valeurs ». Il lui faut changer profondément ce qu'elle attend des sciences naturelles, technologiques et sociales. Elle a beaucoup plus d'estime et d'intérêt pour les sciences que les autres mouvements, car c'est d'elles qu'elle attend l'exploration des mondes à prendre en compte et la multiplication des objets – le plus souvent invisible à la conscience – dont il s'agit dorénavant de se soucier. Elle a donc, pour la première fois dans l'histoire de la politique, un rapport adulte avec les sciences. Mais il faudra probablement un énorme travail pour accepter de se priver peu à peu de la dépendance aux « faits indiscutables de la Science » qui avait l'énorme avantage de court-circuiter le dur labeur de la politique.

Chantier n°8: L'écologie politique a pour ambition de réussir là où l'économie politique inventée au XVIII^e siècle a échoué parce qu'elle avait autonomisée la politique de l'économie conçue comme une infrastructure matérielle. Pour elle, l'économie n'est pas une ennemie à combattre, mais une alliée à dépasser afin de découvrir des façons moins simplistes de calculer les êtres à prendre en compte et de régler la hiérarchie de leur importance respective. L'écologie politique pense l'économie, non pas comme une infrastructure, mais comme l'une des formes politiques de mises en relation des êtres, formes que la simulation par le calcul et la modélisation, permet justement de débattre publiquement. En ce sens, elle hérite bien des ambitions les moins discutables du socialisme.

Chantier n°9: Faut-il, pour autant, qu'avec les rêves de la révolution modernisatrice, l'écologie politique rejette l'anti-capitalisme? Là encore, il faut que la revue ouvre le débat car il est d'une importance cruciale. Faut-il reconnaître l'existence d'un capital, d'un esprit du capitalisme, et continuer à se mettre en formation de combat pour abattre ce monstre aux mille tentacules, ou faut-il, en changeant profondément la définition de l'économie politique, s'interdire de reconnaître à ce monstre cette forme unifiée et totalisée d'existence? Peut-être faudra-t-il explorer d'autres possibilités. Celle, par exemple qui définit le marché comme une multitude de dispositifs fragiles pour enregistrer les volontés, les attachements et les intérêts qui lient les humains entre eux et qui les lient aux choses qui leur appartiennent. Ce qui permet, de ce fait, de redéfinir la cible et de voir comment combattre l'accaparement par certains groupes, dissimulés sous les apparences indiscutables d'une science économique, qui se prétendent les seuls représentants qualifiés de la multiplicité des organisations et des dispositifs définissant les échanges. Question impossible à éviter si l'on veut sortir l'écologie politique de la pression constante qu'exerce sur elle la tradition de gauche – et d'extrême gauche – qui fait du degré d'anticapitalisme la mesure absolue de la morale et de la correction politique, interdisant d'avance tout débat sur la nature des marchandises, la force des marchés financiers, ou l'intérêt du marketing.

Chantier n°10: Autre chantier également difficile et également indispensable, celui de la mondialisation. Pas plus qu'elle n'a peur des sciences naturelles, de l'économie ou du capitalisme, l'écologie politique ne devrait, en principe, craindre la mondialisation qui pourrait constituer, au contraire, son horizon et son ambition. C'est bien du *monde* qu'il s'agit,

de l'impossibilité d'externaliser l'une quelconque de ses composants. Si elle lutte contre la globalisation et ses « globalivernes », c'est à cause du caractère provincial, partisan, ethnique ou anthropocentrique des définitions usuelles du *monde commun*. Au contraire, elle devrait aspirer de toutes ses forces à la mondialisation, à ce que *tout* le monde soit représenté dans la composition du collectif. Mais cette « mise en monde », cette « mise au monde » a bien sûr des propriétés et des procédures de composition tout à fait différente de l'ancien monde et de l'ancienne nature supposées donnée par la Science – ou par la science économique. Il a surtout, comme je l'ai dit plus haut, des différences d'échelle foudroyantes, au point que l'expression « la terre » peut désigner à la fois le plus grand et le plus petit des êtres, de Gaïa au terroir. Impossible là encore de ne pas ouvrir la discussion ou de la supposer trop vite résolue.

Chantier n°11 : Pour renouveler la vie publique, l'écologie politique ne saurait se limiter à la seule représentation électorale : ce sont tous les dispositifs de représentation inventés par les sociétés contemporaines pour *représenter* les croyances, les désirs et les intérêts qu'elle veut interroger. Les organisations de marché, les médias, les controverses scientifiques, les sciences sociales, les arts, voilà autant d'instruments divers pour constituer la forme changeante du public, c'est-à-dire ces imbroglios diffus – ces « cosmogrammes » – où se révèlent progressivement à la conscience les conséquences inattendues et imprévisibles de nos actions risquées. L'écologie politique ne s'en remet donc pas aux experts pour décider mais au tatonnement aveugle de ces instruments fragiles qu'elle a pour vocation de multiplier comme autant de systèmes d'alerte, d'appuis pour la démocratie.

Comme on peut le voir par ces quelques propos indicatifs, la revue *Cosmopolitiques*, ne risque pas de manquer de matière ! Je ne peux que lui souhaiter bonne chance.